



Confédération syndicale internationale

Communiqué du premier mai 2015

Le monde a besoin d'un nouveau modèle d'entreprise

Le PIB mondial a triplé depuis 1980, or l'inégalité bat des records historiques. Les laissés pour compte, la face souvent cachée de cette main-d'œuvre qui fait tourner les entreprises les plus puissantes du monde, sont dépourvus de la moindre sécurité d'emploi et soumis à des heures de travail excessives en échange de salaires de misère, généralement dans des environnements insalubres et en présence de produits dangereux pour leur santé.

Le monde est arrivé au point de rupture. Soixante pour cent du commerce mondial est désormais contrôlé par des entreprises transnationales qui ne se cachent pas de recourir à un modèle d'entreprise basé sur l'exploitation et la violation des droits humains dans les filières d'approvisionnement. Les êtres humains, que ce soit dans leur propre pays ou à l'étranger, semblent avoir peu d'importance aux yeux des patrons de ces entreprises américaines, chinoises, coréennes ou d'autres puissances économiques.

Quand les PDG de grandes multinationales savent que leurs profits sont alimentés par des niveaux salariaux tellement faibles qu'ils ne permettent pas de subvenir aux besoins vitaux; des profits qui mettent en jeu la sécurité, entraînant des blessures et des morts intolérables; des profits tirés de la contamination des sols et des cours d'eau des communautés et des profits qui servent au lobbying de gouvernements contre l'État de droit qui les tiendrait responsables – un tel modèle d'entreprise est un modèle fondé sur la corruption.

Les travailleurs et leurs familles en ont assez. Quatre-vingt-quatorze pour cent des personnes veulent que le commerce mondial soit fondé sur la garantie du plein respect des droits des travailleurs. Quatre-vingt-quatorze pour cent des personnes sont en faveur de règles plus strictes en vertu desquelles les entreprises seraient tenues responsables de meilleurs salaires et conditions de travail. Quatre-vingt-huit pour cent des personnes à travers le monde demandent que les salaires minimums soient rehaussés.

En ce 1^{er} mai 2015, c'est l'avidité des entreprises qui est sur la sellette, tandis que les travailleurs du monde entier dénoncent le modèle d'entreprise actuel comme étant moralement corrompu.

Nous demandons aux dirigeants politiques du monde entier d'appliquer et de veiller au plein respect de l'État de droit. Si chaque nation tenait ses entreprises responsables de leur conduite au niveau national comme à l'étranger, nous pourrions mettre fin à l'avidité des entreprises et faire en sorte que l'économie mondiale agisse dans l'intérêt de la majorité plutôt que des 1 % les plus riches.

Si les gouvernements défendaient des institutions du marché du travail plus fortes qui garantissent une répartition équitable de la richesse à travers des salaires minimums vitaux et la négociation collective – fondées sur la garantie fondamentale de la liberté syndicale -, nous serions en mesure de réduire les inégalités et de mettre fin à l'avidité des entreprises.

Et si les gouvernements accordaient la priorité à la dignité du socle de protection sociale – un revenu de base et des services publics garantissant aux communautés des modes de vie durables et pacifiques – l'inexorable course vers le bas cesserait et nous pourrions reconstruire la justice économique.

Les travailleuses et travailleurs ne sont pas une marchandise. C'est le principe qui est inscrit au cœur même de la Constitution de l'OIT et du droit international, or c'est précisément sous ce jour que les grandes entreprises ont de plus en plus tendance à considérer les quelque 2,9 milliards de travailleuses et travailleurs de ce monde – comme une marchandise qui garantit la fortune d'une infime minorité de nantis.

Les acquis arrachés de dures luttes par les travailleuses et travailleurs du monde au cours des 125 années écoulées depuis les premières mobilisations du premier mai sont, aujourd'hui, plus menacés que jamais.

En ce premier mai, les travailleurs disent stop à l'insécurité de l'emploi et au travail dangereux. Nous demandons que des dispositions soient prises pour empêcher les entreprises de se soustraire au fisc, pour les engager dans la lutte contre la destruction climatique et pour qu'elles renoncent à la pratique consistant à dissimuler leur main-d'œuvre productive réelle sous un mille-feuille de sous-traitances et de franchises. Nous disons stop aux salaires de misère, au travail informel et au travail forcé et revendiquons la dignité de la liberté syndicale et de la négociation collective pour les travailleuses et travailleurs du monde entier.

Nous appelons les gouvernements à tenir tête aux stratégies d'intimidation utilisées par les transnationales, à recourir à l'État de droit pour faire en sorte que nous puissions tous être à l'abri de l'exploitation et construire un avenir meilleur pour nous-mêmes ainsi que pour les générations à venir.

Nous sommes unis par notre détermination commune à mettre fin à l'avidité des entreprises.

